

lesquels on a posé des questions, ici, la semaine dernière. A tort ou à raison, le Gouvernement,—et, pour l'instant, je ne déclare pas qu'il ait eu raison ou tort,—a placé le Canada dans une situation où il est profondément impliqué dans le Proche-Orient...

L'hon. M. Pearson: Le Moyen-Orient.

M. Green: Bon, le Moyen-Orient. Tout le monde sait fort bien quelle région je veux dire. A peu près un cinquième de nos troupes sont dans les forces de l'ONU; nous y avons beaucoup plus d'effectifs que tout autre pays. Nous avons prêté, ou plutôt donné, un million de dollars pour commencer le déblaiement du canal. Les États-Unis n'ont offert que 5 millions, de sorte que nous avons donné beaucoup plus que notre quote-part. Le Gouvernement a engagé notre pays beaucoup plus dans ce problème que ne l'ont fait les autres nations du monde, et la situation actuelle peut mener à des pertes de vie parmi nos jeunes. C'est une question sur laquelle la population, et sans doute le Parlement, ont le droit de recevoir des renseignements détaillés, ce qui n'a pas été le cas. Tout ce qu'avait à faire le premier ministre la semaine dernière, c'était de répondre en toute franchise aux questions posées. Mais il ne l'a pas fait. Comme je viens de le dire il y a un instant, il s'est fâché chaque fois et n'a pas vraiment répondu à ce qu'on lui demandait.

Une fois, au moins, il a recouru à un subterfuge. Il a dit qu'il n'en savait que ce qu'il avait lu dans les journaux. Or, nous avons un ambassadeur au Caire, et il y a un ambassadeur d'Égypte à Ottawa, à quelques pas du parlement. Cependant, le premier ministre a déclaré à la Chambre qu'il ne pouvait nous dire que ce qu'il avait relevé dans les journaux. Si c'était exact, il y a quelque chose qui cloche au ministère des Affaires extérieures, parce que, dans une situation comme celle qui se présente aujourd'hui pour le Canada, le premier ministre devrait être absolument au courant de tous les détails.

Monsieur l'Orateur, si nous obtenons des réponses de cette sorte et si nous avons entendu aujourd'hui de pareils discours de la part de deux ministres, c'est que le présent Gouvernement a été si longtemps au pouvoir et a disposé d'une majorité si puissante et si docile qu'il peut ne faire aucun cas du Parlement. Il a perdu tout sens de responsabilité à l'égard du Parlement et de la nation.

Le très hon. M. Gardiner: Vous avez perdu le sens de l'humour.

M. Green: Puis-je donner aujourd'hui avis que lorsque nous considérons que ces questions doivent être posées à l'appel de l'ordre du jour ou à une autre étape des délibérations, nous nous proposons de demander...

L'hon. M. Pickersgill: Que vous vous conformiez ou non au Règlement.

M. Green: Oh, le ministre de l'Immigration ferait mieux de ne pas se mêler de cette affaire.

L'hon. M. Pickersgill: Je suppose que seul l'honorable député a le droit d'avoir une opinion.

Une voix: Il n'en a pas.

M. l'Orateur suppléant (M. Applewhaite): A l'ordre.

M. Green: Nous avons l'intention de nous conformer à notre propre sens du devoir en posant ces questions et, si les ministres ne peuvent pas y répondre ou refusent de le faire, ils devront en assumer la responsabilité.

L'hon. M. Pickersgill: Sans tenir compte du Règlement, n'est-ce-pas?

M. Green: Ils devront assumer la responsabilité de cette ligne de conduite.

L'hon. M. Pickersgill: C'est transformer le Parlement en une émission "questionnaire".

M. Green: Il y a une autre affirmation du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui m'a intrigué. C'est quand il a parlé de la puissance de la force morale dans le monde. Il a soutenu que, étant donné cette puissance de la force morale, les conservateurs devraient se tenir tranquilles à la Chambre des communes.

L'hon. M. Martin: Voilà peut-être un autre argument.

M. Green: Ce qui ne va pas à l'égard de la puissance de la force morale dans le monde à l'heure actuelle, c'est qu'elle ne s'applique qu'aux pays qui "jouent franc jeu". La puissance de la force morale a été appliquée à Israël depuis quelques semaines, mais elle ne s'applique certainement pas à l'Égypte, elle ne s'est pas appliquée à l'Égypte durant ces quelques semaines. L'Égypte a prétendu qu'elle se conformerait à ce qu'elle connaissait très bien comme les intentions des pays de l'ONU à New-York mais, dès que les forces israéliennes se furent retirées de la bande de Gaza, elle s'y est installée, faisant fi complètement de toute force morale, tout comme la Russie en Hongrie. Je ne songe pas aux troupes en ce moment mais je présume que cela viendra. Cependant, l'Égypte a feint d'ignorer complètement la puissance de la